

Le discours que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a prononcé à Toronto renferme des expressions qui, en ce moment, me semblent avoir été inopportunes, étant donné que, dans les circonstances, on aurait pu conclure à une modification de la ligne de conduite à l'égard de la situation à Formose. Voici ce que le ministre a déclaré:

A cet égard, nous ne devons jamais oublier l'attitude que nous avons adoptée lorsque nous déclarons, et avec raison, que nous n'avons pas accepté certains engagements des États-Unis,—par exemple ceux qui ont trait à l'aide à Tchang Kaï-chek à Formose et dans certaines îles du littoral de la Chine. Mais cela n'est pas la même chose que si nous disions qu'ils ne peuvent nous mettre en cause. Et ce n'est certes pas la même chose que de dire qu'ils ne nous concernent pas.

Dans ce passage, le ministre a déclaré que les États-Unis avaient contracté des engagements que le Canada n'avait pas acceptés; je suis heureux de dire qu'il l'a répété cet après-midi. Mais il a dit que les conséquences de ces engagements pourraient exiger notre intervention. Ailleurs dans son discours, il a parlé dans le même sens. Il a dit:

La neutralité de l'un ou l'autre des deux pays serait inconcevable si l'un des deux était engagé dans une guerre de première importance où son existence même serait en jeu.

Le ministre a peut-être raison. Si les États-Unis étaient engagés dans une grande guerre, nous serions inévitablement de la partie à cause de notre situation géographique. Néanmoins, étant donné l'état actuel de l'opinion américaine, il n'est pas sage de formuler des déclarations en ce sens et de les publier dans les journaux du pays. Cela peut être interprété comme une assurance que nous appuierions les États-Unis s'ils étaient engagés, de fait, dans une grande guerre en Chine continentale.

Vers la fin de son discours, le ministre est allé plus loin, déclarant:

Dans toute guerre importante, nous...

C'est-à-dire les États-Unis et le Canada.

...devons nous trouver du même côté.

Il dégage ensuite la morale de ce fait, déclarant:

Ce n'est pas que nous devons être moins Canadiens mais plutôt que nous devons faire tout ce qui est possible pour nous assurer que l'influence et l'attitude du Canada, surtout dans ses rapports avec les États-Unis, soient de nature à éviter tout conflit politique et économique. Il en va de même pour les États-Unis.

Personne ne peut trouver à redire à cette déclaration. Cependant, la population du Canada veut que notre Gouvernement déclare catégoriquement, sans ambages, que nous ferons tout ce qui est possible pour nous assurer que l'influence et l'attitude du Canada,

[M. Coldwell.]

surtout dans ses relations avec les États-Unis, soient de nature à éviter tout conflit politique et économique.

Nous avons lieu de croire que le Gouvernement adopte une attitude énergique dans les rapports économiques entre notre pays et les États-Unis. Mesure tardive, selon moi. C'est bien ce qu'a dit cet après-midi le représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker). Il aurait fallu agir de la sorte lorsque les États-Unis ont adopté une ligne de conduite unilatérale au sujet de certains de nos produits agricoles. Ce qu'a dit le ministre du Commerce (M. Howe) hier est l'une de ces déclarations bien nettes que devrait formuler le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) au sujet de questions qui nous intéressent directement et de façon sérieuse.

A en croire le secrétaire d'État américain, M. Dulles, la question se pose, selon lui (il est revenu là-dessus à maintes reprises), entre le gouvernement de Tchang Kaï-chek, la république de Chine comme il dit, un allié souhaitable, déclare-t-il en face de l'univers, et le gouvernement de Peï-ping, qu'il considère non seulement comme un usurpateur, mais comme un paria.

Je pourrais utiliser des termes plus durs que ceux dont s'est servi M. Dulles. Combien de Canadiens ou d'Américains comprennent pourquoi le peuple chinois a chassé Tchang Kaï-chek? J'ai relu, il y a quelques jours, un discours qu'a prononcé ici le député de Lambton-Kent (M. MacKenzie), qui a été pendant quelque temps en Chine au service de l'UNRRA.

Il expliquait à la Chambre quelques-unes des raisons pour lesquelles le gouvernement avait été renversé. Qu'on me permette de citer les propos mêmes qu'il a tenus, tels que les rapporte la page 1926 du hansard du 17 novembre 1949.

Je ne sais rien de l'intégrité personnelle de Tchang Kaï-chek, mais ses amis m'affirment qu'elle est irréprochable. Néanmoins je sais que ses fonctionnaires étaient corrompus à un degré tel que je pouvais à peine y croire. J'ai également visité beaucoup de villes chinoises et connu de nombreux marchands, ainsi d'ailleurs que le colonel Kearney de l'armée américaine, en poste là-bas. Il me raconta bien des choses qui se passaient dans l'armée chinoise et qui me parurent inconcevables. Quand j'étais parti pour la Chine, je croyais trouver là-bas une des grandes démocraties du monde. Ce régime ne pouvait être plus éloigné qu'il ne l'était des principes et de la doctrine de la démocratie telle que je la conçois. Je ne pouvais imaginer de conditions pires que celles-là. C'était le capitalisme représenté sous son plus mauvais jour, où quelques individus étaient rois et maîtres tandis que le reste de la population vivait dans la pauvreté et la misère.

Ces propos ont été tenus par quelqu'un qui siège toujours ici, du côté même où siègent le secrétaire d'État aux affaires extérieures et le Gouvernement, par quelqu'un